

Baromètre compétitivité des ETI

Vague 3

Sommaire

Contexte et méthode	2
Principaux enseignements	3
Enseignement 1 : Compétitivité perçue de son entreprise et pays jugé le plus compétitif en Europe	4
Enseignement 2 : Poids des taxes et temps passé aux aspects administratifs et fiscaux	7
Enseignement 3 : Adhésion aux mesures gouvernementales d'amélioration de la compétitivité et simplification, confiance en l'évolution de son activité et dans ses relations avec l'administration, confiance dans les mesures de la loi Macron	9
Enseignement 4 : Impact perçu des marchés financiers sur la compétitivité, évolution de la gestion de trésorerie	11
Enseignement 5 : Priorités d'investissement à 6 mois, influence du crédit d'impôt recherche	12
Enseignement 6 : Moyens financiers pour investir, facilité d'accès au financement	14
Enseignement 7 : Besoins de financement et opérations réalisées	16
Enseignement 8 : Demandes de CICE, préfinancement auprès de la BPI et impact du CICE	17
Enseignement 9 : Outils de motivation salariale en cours et projetés	18
Composition de l'échantillon	19

- Amundi, le METI (ex ASMEP- ETI) et Option Finance ont souhaité établir un baromètre référent dédié aux questions de compétitivité des ETI en donnant la parole à leurs dirigeants.

- Les résultats de ce rapport en constituent la troisième vague, la première ayant été réalisée en septembre 2014 (301 interviews) et la deuxième en février 2015 (303 interviews).

- Cette troisième vague a été réalisée par téléphone du 21 mai au 5 juin 2015 auprès d'un échantillon de 303 ETI représentatif de cette catégorie d'entreprises.

- La représentativité a été assurée par la méthode des quotas*, établis sur les variables suivantes :
 - secteur d'activité (industrie-construction vs service),
 - chiffre d'affaires consolidé (50 à 74 millions d'euros / 75 à 99 millions d'euros / 200 millions d'euros et plus),
 - région (siège) : Ile-de-France/régions,
 - surveillance de la taille salariale (pour conformité aux vagues précédentes).

- Les personnes interrogées sont exclusivement les dirigeants de ces ETI, PDG, DG, directeurs financiers essentiellement.

La plupart des questions sont identiques à la première et à la deuxième vagues. Dans ce cas, les résultats sont présentés en évolution.

** Chiffres fournis par le METI sur la base d'études référentes*

Des signes positifs se font sentir :

- La compétitivité des ETI s'est plutôt améliorée au cours des 12 derniers mois. La réduction des coûts se poursuit, les effets de la baisse de l'euro se font sentir.
- Même si ce sentiment reste partagé chez un dirigeant d'ETI sur deux, la vague 3 montre nettement (enfin !) un ralentissement du sentiment d'alourdissement de la fiscalité et le sentiment de l'allongement du temps passé aux aspects fiscaux est en baisse.
- La confiance en l'évolution de son activité se confirme et, côté relations avec l'administration, la hausse de la confiance est avérée.
- L'influence du crédit d'impôt recherche dans les décisions d'investissement en R&D s'affermir doucement pour atteindre 45 %. En baisse dans le secteur industriel, il est à la hausse pour les services.
- Plus de 80 % des ETI estiment disposer d'une bonne capacité à investir, par autofinancement ou endettement, et l'accès au financement semble plutôt aisé aux ¾ d'entre elles, indicateur déjà nettement positif en septembre et aujourd'hui stable, quel que soit le secteur ou la taille.
- Les besoins de financement comme les opérations de financement – en net retrait entre les vagues 1 et 2 – sont maintenant stables.
- Les croissances organique et externe repartent à la hausse sans que ce soit toutefois le cas pour l'appareil productif ou l'international.
- Les ETI privilégient toujours l'emprunt bancaire au renforcement de leurs fonds propres, aspects qui repartent toutefois à la hausse par rapport à la vague 2.

➔ Selon leurs dirigeants, la compétitivité des ETI s'est plutôt améliorée au cours des 12 derniers mois. Chez ces derniers, la réduction des coûts se poursuit et les effets de la baisse de l'euro se font sentir.

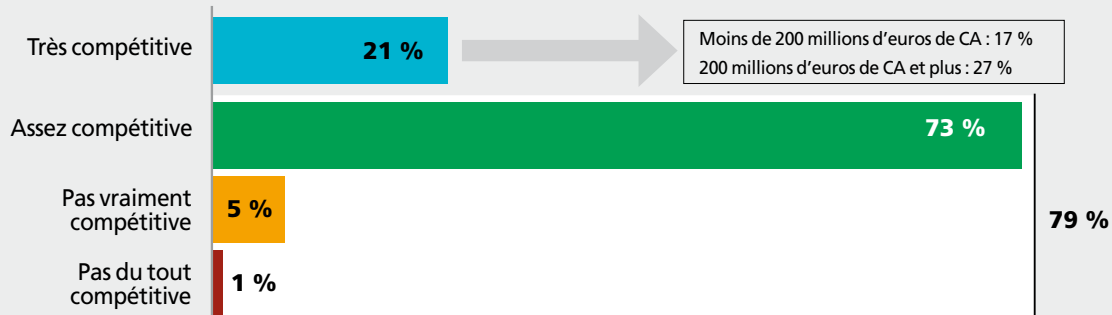
➔ Même chez ceux dont la compétitivité s'est dégradée, des signes positifs sont mis à jour.

Un sentiment très stable d'évaluation de sa propre compétitivité

- Comme dans la vague 2, peu de dirigeants d'ETI sont prêts à déclarer que leur entreprise n'est pas compétitive mais seulement 1 sur 5 affirme qu'elle est «très» compétitive aujourd'hui. Pour 79 % d'entre eux, une marge de progression existe donc à leurs yeux.
- L'écart entre service et industrie constaté en vague 2 se résorbe. Cette fois, les plus grosses ETI (200 millions d'euros de CA) se distinguent par une confiance plus forte.

Diriez-vous de votre entreprise qu'elle est aujourd'hui très compétitive, assez compétitive, pas vraiment compétitive, pas du tout compétitive ? (nb : Question modifiée vs vague 1 – stable en vagues 2 et 3)

Base : ensemble des ETI

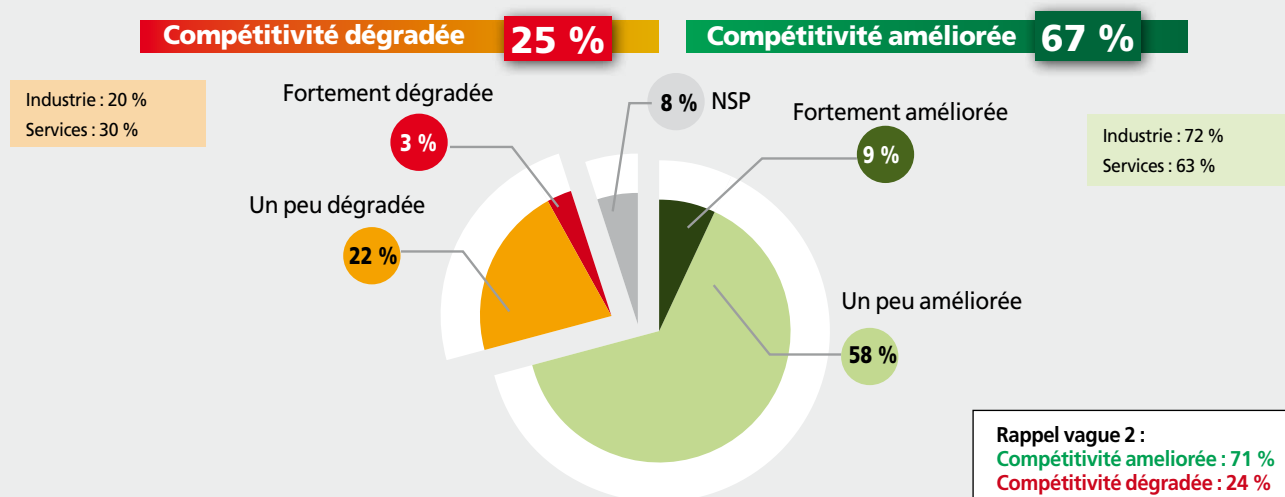


Amélioration perçue de compétitivité plutôt que dégradation au cours des 12 derniers mois

- 67 % des dirigeants d'ETI estiment que la compétitivité de leur entreprise s'est améliorée contre 1 sur 4 qui estiment qu'elle s'est dégradée, ce qui est un résultat stable par rapport à la vague 2.
- Le sentiment d'amélioration touche plus nettement le secteur industriel pour cette vague comparativement au secteur des services (72 % vs 63 %).

Diriez-vous que la compétitivité de votre entreprise au cours des 12 derniers mois s'est fortement améliorée, un peu améliorée, s'est un peu dégradée, s'est fortement dégradée ? (nb : Echelle de réponses modifiée vs vague 1, stable en vagues 2 et 3)

Base : ensemble des ETI

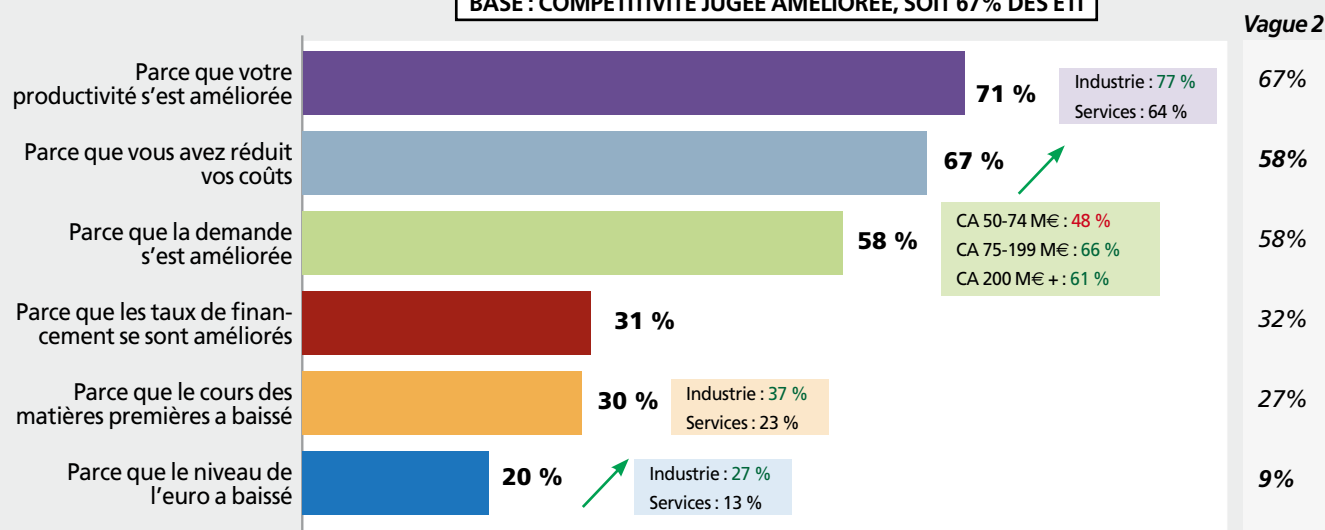


Amélioration de sa compétitivité : la baisse du niveau de l'euro fait un grand bon en avant, la réduction des coûts se poursuit

- La hiérarchie reste stable bien que la réduction des coûts poursuive son chemin (+9 points), à un niveau proche de l'amélioration de la productivité qui reste la bataille majeure du secteur industriel (77 %).
- Bien que toujours en queue de liste, la baisse du niveau de l'euro se fait sentir toutefois pour 1 ETI sur 5, ce qui double ce score par rapport à la vague 2 (9 %), tiré par l'industrie (27 %).

Pour quelles raisons principales la compétitivité de votre entreprise s'est-elle améliorée selon vous ?

BASE : COMPÉTITIVITÉ JUGÉE AMÉLIORÉE, SOIT 67% DES ETI

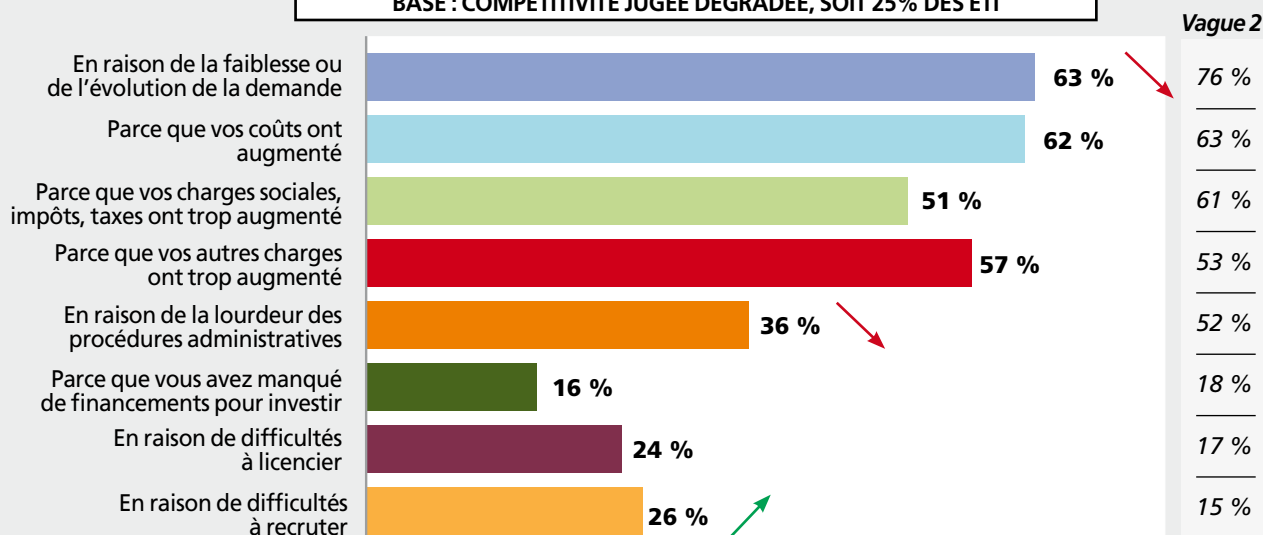


Les raisons de dégradation de sa compétitivité : des signes de reprise et effets du pacte de compétitivité sur la simplification

- Pourquoi une dégradation de compétitivité ? Une hiérarchie de réponses proche de la vague 2 avec un recul de la faiblesse de la demande (13 points) et de la lourdeur des procédures administratives qui n'est plus invoquée que dans 36 % des cas (vs 52 %). Les difficultés à recruter sont en tendance haussière (26 % vs 15 %).

Pour quelles raisons principales la compétitivité de votre entreprise s'est-elle dégradée selon vous ?

BASE : COMPÉTITIVITÉ JUGÉE DÉGRADÉE, SOIT 25% DES ETI

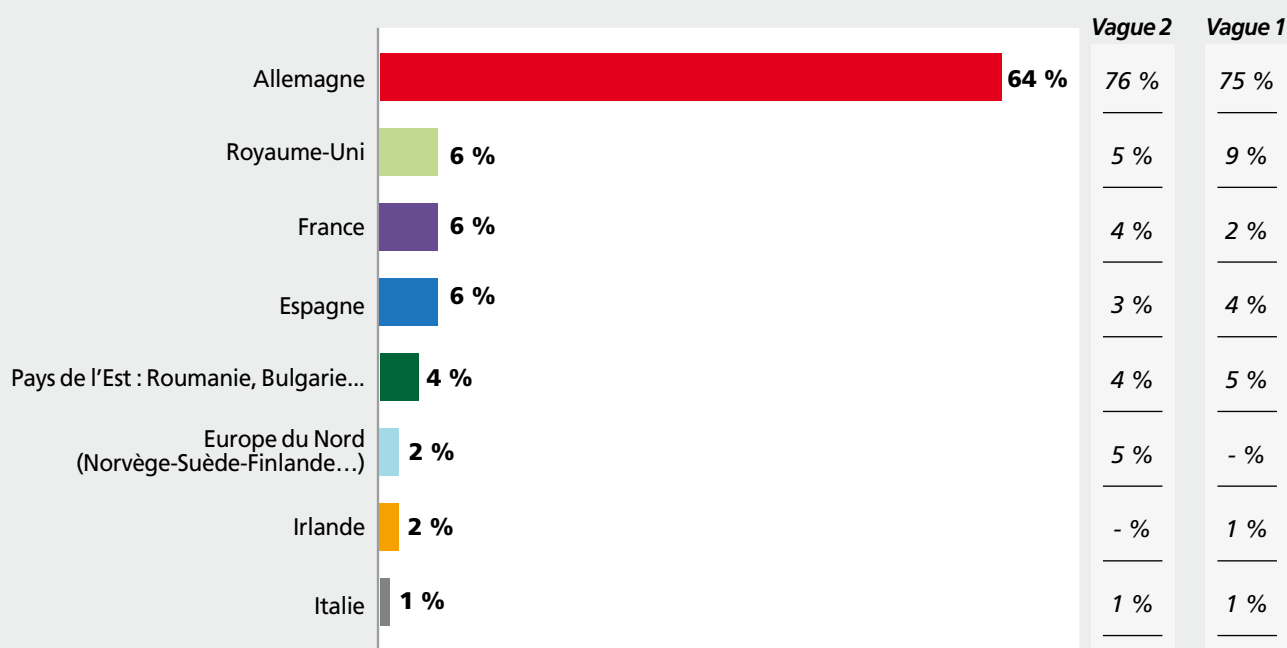


L'Allemagne, toujours perçue comme le grand champion de la compétitivité en Europe, marque pourtant le pas

- Un plébiscite renouvelé pour l'Allemagne à 64 % de citations spontanées, qui perd toutefois 12 points mais devance toujours de manière écrasante le peloton des seconds très loin derrière avec 6 % (dont la France !).

Quel est selon vous le pays dont les entreprises sont les plus compétitives en Europe aujourd'hui ?

Base : ensemble des ETI



- ➔ Même si ce sentiment reste partagé chez un dirigeant d'ETI sur deux, la vague 3 montre nettement (enfin !) un ralentissement du sentiment d'alourdissement de la fiscalité.
- ➔ Le sentiment de l'allongement du temps passé aux aspects fiscaux est également en baisse. La stabilité est aujourd'hui perçue par une personne sur deux.

Enfin un ralentissement du sentiment d'alourdissement de la fiscalité !

- La tendance au sentiment d'alourdissement s'inverse nettement pour descendre en dessous du niveau de la vague 1, à l'avantage de la stabilité (non de la baisse) :
 - poids global des taxes et impôts : - 21 points vs V2 et -13 vs V1, à 50 %
 - poids des taxes locales et sectorielles : - 20 points vs V2 et -9 vs V1, à 50 %.
- Notons néanmoins qu'il y a toujours plus de dirigeants qui estiment que la tendance est plutôt à la hausse qu'à la stabilité ! (Ecart de 7 et 16 points).

Au cours des 12 derniers mois, comment percevez-vous l'évolution du poids global des taxes et impôts ?

Base : ensemble des ETI

	Vague 1	Vague 2	Vague 3
S'est beaucoup ou un peu alourdi	63 %	71 %	50 %
Beaucoup alourdi	20 %	19 %	13 %
Un peu alourdi	43 %	52 %	37 %
Est resté stable	28 %	23 %	43 %
A un peu ou beaucoup baissé	9 %	5 %	6 %
A un peu baissé	9 %	5 %	6 %
A beaucoup baissé	0 %	0 %	0 %
Nsp	0 %	1 %	1 %

Au cours des 12 derniers mois, comment percevez-vous l'évolution du poids des taxes locales et sectorielles (hors IS) ?

Base : ensemble des ETI

	Vague 1	Vague 2	Vague 3
S'est beaucoup ou un peu alourdi	68 %	77 %	57 %
Beaucoup alourdi	23 %	12 %	16 %
Un peu alourdi	45 %	65 %	42 %
Est resté stable	28 %	19 %	41 %
A un peu ou beaucoup baissé	2 %	2 %	1 %
A un peu baissé	2 %	2 %	1 %
A beaucoup baissé	0 %	0 %	0 %
Nsp	2 %	2 %	1 %

Ralentissement du sentiment d'allongement du temps passé aux aspects fiscaux !

- La tendance au sentiment d'allongement du temps passé aux aspects fiscaux est en baisse de 10 points, à l'avantage de la stabilité qui devient l'opinion majoritaire.
- Ce phénomène n'est pas observé pour les aspects administratifs pour lesquels les résultats sont identiques à ceux de la vague 1.

Au cours des 12 derniers mois, comment percevez-vous l'évolution du temps passé aux aspects fiscaux en particulier ?

Base : ensemble des ETI

	Vague 1	Vague 3
S'est beaucoup ou un peu allongé	51%	51 %
Beaucoup allongé	18 %	17 %
Un peu allongé	33 %	35 %
Est resté stable	44 %	46 %
S'est un peu ou beaucoup raccourci	5 %	2 %
Un peu raccourci	4 %	1 %
Beaucoup raccourci	1 %	0 %
Nsp	1 %	1 %

Au cours des 12 derniers mois, comment percevez-vous l'évolution du temps passé aux aspects administratifs en dehors des aspects fiscaux ?

Base : ensemble des ETI

	Vague 1	Vague 3
S'est beaucoup ou un peu allongé	54%	44 % ↓
Beaucoup allongé	17 %	13 %
Un peu allongé	37 %	31 %
Est resté stable	41 %	50 % ↑
S'est un peu ou beaucoup raccourci	5 %	3 %
Un peu raccourci	4 %	2 %
Beaucoup raccourci	1 %	1 %
Nsp	1 %	3 %

Enseignement 3

Adhésion aux mesures gouvernementales d'amélioration de la compétitivité et simplification, confiance en l'évolution de son activité et dans ses relations avec l'administration, confiance dans les mesures de la loi Macron



➔ Les ETI sont toujours très ouvertes à toute mesure de simplification et de baisse des charges, les niveaux d'attente sont parfaitement comparables à ceux de la dernière vague d'enquête, la baisse de la fiscalité et la simplification des procédures restent en tête...

➔ ... La confiance en l'évolution de son activité se confirme et, côté relations avec l'administration, la hausse est continue et remarquable.

Des attentes toujours très fortes en vue d'améliorer la compétitivité des entreprises

- Les niveaux d'attente – très stables – sont toujours très élevés avec des niveaux d'intensité forts (réponse «très important»), comparables à la vague 2. Toujours en tête des attentes, avec des niveaux toujours intenses : la baisse de la fiscalité et la simplification des procédures, juste devant l'assouplissement du droit du travail et la baisse de son coût.

Chaque aspect suivant est-il selon vous très, assez, peu ou pas du tout important pour améliorer la compétitivité des entreprises ?

Base : ensemble des ETI

Réponse : très important + assez important

Réponse : très important (vague 3)

	Vague 1	Vague 2	Vague 3	
Baïsser la fiscalité des entreprises	93 %	95 %	95 %	56 %
Simplifier les procédures administratives	94 %	93 %	93 %	54 %
Assouplir le droit du travail	92 %	89 %	89 %	45 %
Faciliter l'accès au financement	85 %	88 %	89 %	39 %
Baïsser le coût du travail	89 %	88 %	85 %	44 %
Améliorer le dialogue social	77 %	87 %	79 %	27 %
Assouplir les contraintes liées aux seuils sociaux	81 %	80 %	76 %	31 %
Baïsser le niveau de l'euro pour l'exportation	70 %	63 %	70 %	21 %

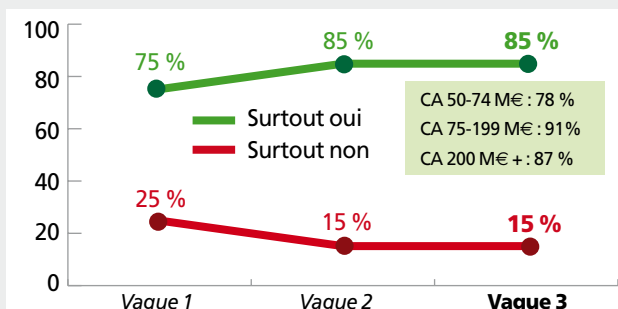
* Rappel : Intensité toutefois en retrait vs la vague 1

Renforcement de la confiance en particulier dans ses relations avec l'administration

- La confiance en l'évolution de son activité se confirme en vague 3, à 85 %, soit 10 points de plus qu'en vague 1; son intensité (réponse tout à fait), qui avait marqué le pas en vague 2 (19 %), retrouve son niveau initial de 26 %,
- Côté relations avec l'administration, la hausse est continue et remarquable (+14 points vs vague 1). Les différences précédemment remarquées entre les types d'ETI (selon la région et la taille) se sont estompées.

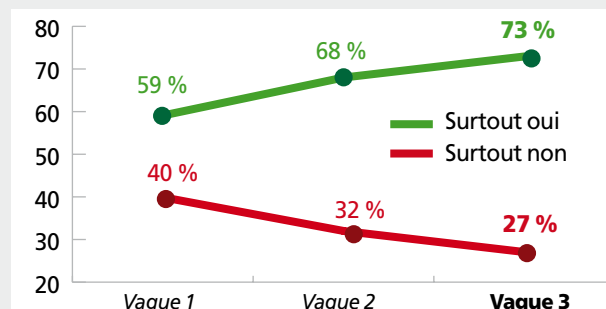
Avez-vous confiance en l'évolution de votre activité pour les 12 prochains mois ? (tout à fait, plutôt, plutôt pas, pas du tout)

Base : ensemble des ETI



Vous sentez-vous en confiance dans vos relations avec l'administration française dans le cadre de votre entreprise ? (tout à fait, plutôt, plutôt pas, pas du tout)

Base : ensemble des ETI

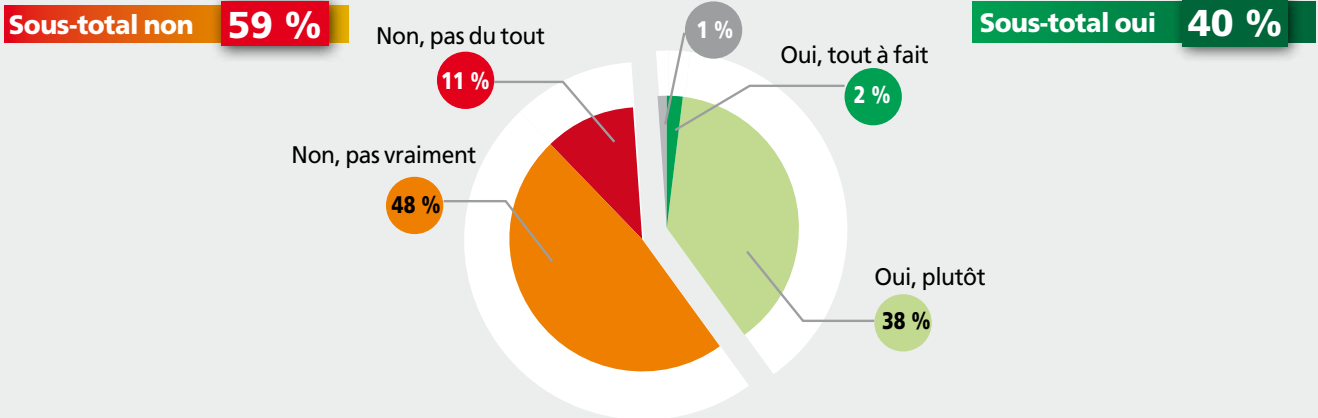


Loi Macron : des niveaux de confiance très modérés pour améliorer la compétitivité de son entreprise

- Quelle que soit la question (sur le plan général, en ce qui concerne l'investissement ou la simplification administrative), une majorité des ETI ne fait pas confiance aujourd'hui à la loi Macron pour améliorer la compétitivité de leur entreprise.
- La marge de progression existe donc saura-t-elle se développer à l'épreuve des faits ?

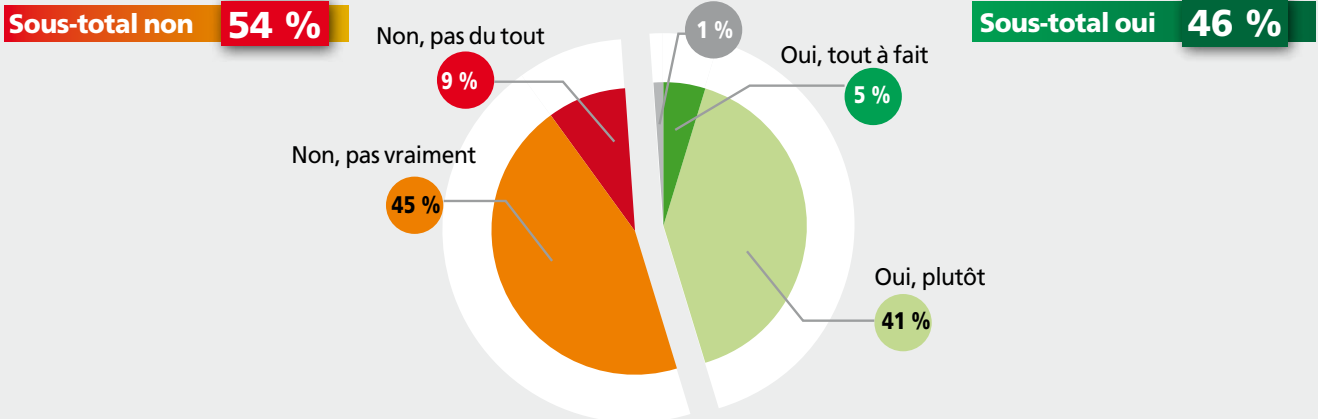
Globalement, faites-vous confiance à la loi Macron pour contribuer à améliorer la compétitivité de votre entreprise ?

Base : ensemble des ETI



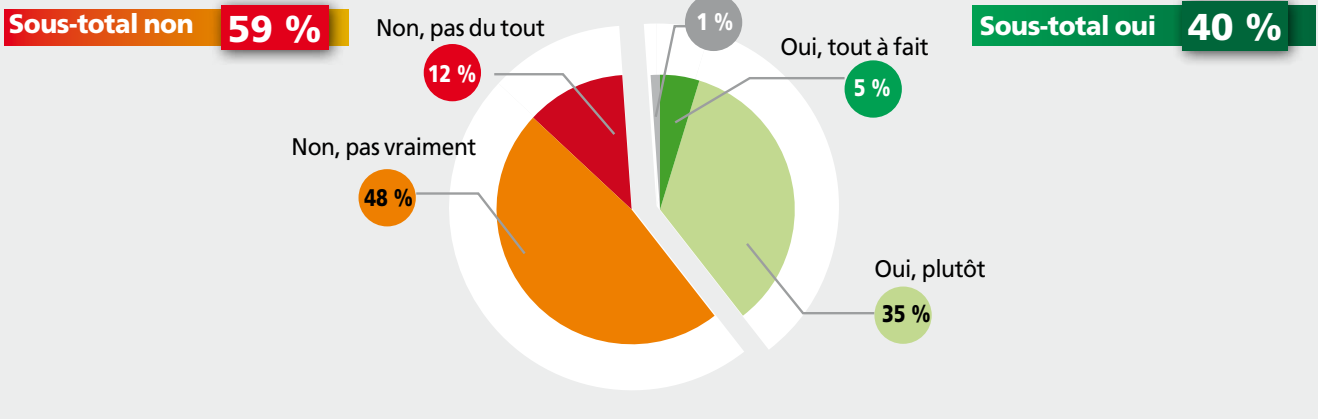
Faites-vous confiance à ses mesures concernant l'investissement pour contribuer à améliorer la compétitivité de votre entreprise ?

Base : ensemble des ETI



Faites-vous confiance à ses mesures concernant la simplification administrative pour contribuer à améliorer la compétitivité de votre entreprise ?

Base : ensemble des ETI



Enseignement 4

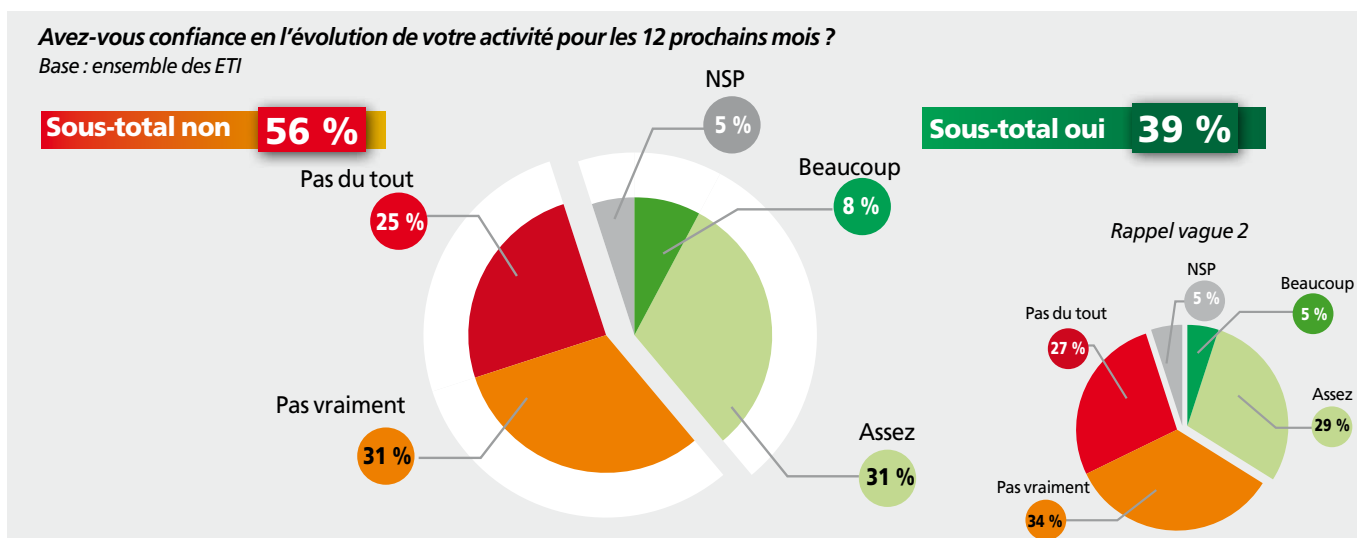
Impact perçu des marchés financiers sur la compétitivité, évolution de la gestion de trésorerie

➔ Quatre ETI sur dix ont fait évoluer leurs placements de trésorerie ces derniers mois en raison de l'environnement favorable des taux bas.

➔ La préservation du capital de l'entreprise reste leur priorité mais le financement du BFR comme la recherche de performance par allongement de la durée des placements sont en hausse.

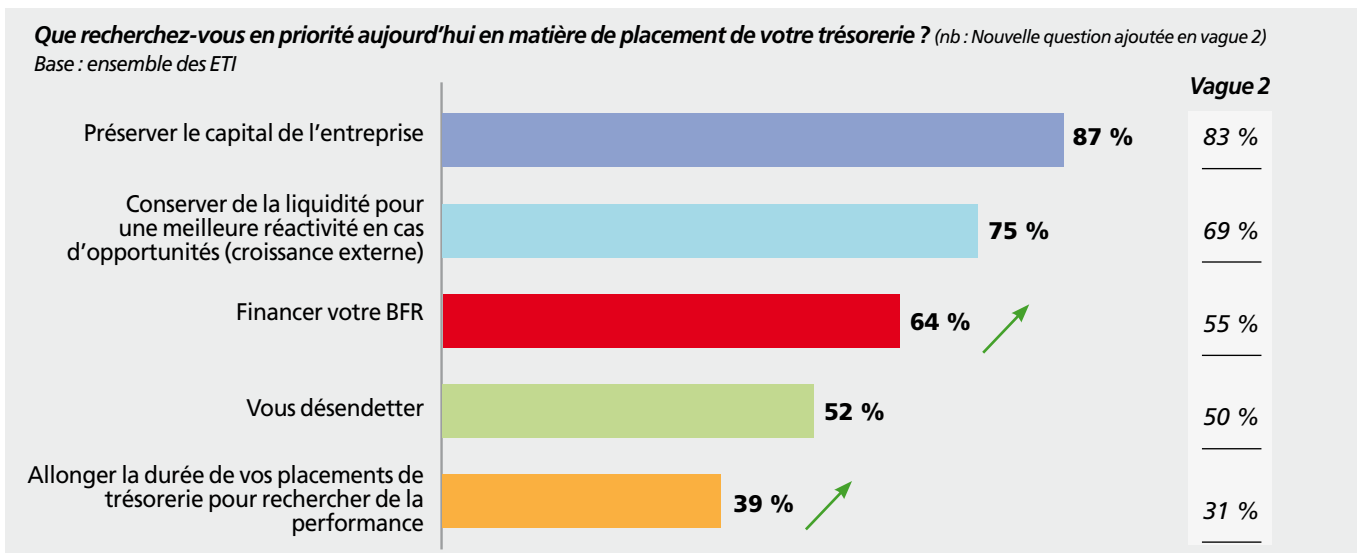
L'environnement de taux bas a conduit quatre dirigeants d'ETI sur dix à faire évoluer ses placements de trésorerie

- Des changements tactiques stables par rapport à la vague 2, sans différence notable entre les catégories d'ETI.



Le financement du BFR et l'allongement de la durée de placement en hausse

- La priorité en matière de placement de trésorerie reste la préservation du capital de l'entreprise, mais notons que le financement du BFR est en hausse (statistiquement significative) de 9 points, hausse également constatée pour la recherche de performance (+ 8 points), toutefois toujours en dernière position.



- ➔ Les priorités d'investissement sont très différentes selon le secteur, avec une hausse nette du poste croissance externe dans l'industrie.
- ➔ L'influence du crédit d'impôt recherche dans les décisions d'investissement en R&D s'affermir doucement pour atteindre 45 % (+ 9 points vs la vague 1).

Des priorités d'investissement très différentes selon le secteur, avec une hausse nette du poste croissance externe dans l'industrie

- L'ensemble des postes proposés s'échelonne de 47 à 52 %, avec une hausse continue du marketing & communication depuis la vague 1, tiré par les services (58 %).
- La production et la R&D restent prioritaires dans l'industrie, secteur dans lequel la croissance externe est toutefois en hausse de 12 points par rapport à la vague 2.
- Pour les services, le marketing & communication (58 %) devance de peu le recrutement/formation (55 %).

Quelles sont vos priorités d'investissement pour les 6 mois à venir ? (plusieurs réponses possibles)

Base : ensemble des ETI

	Vague 1	Vague 2	Vague 3	Industrie / Construction	Services
Production	62 %	54 %	52 %	66 % 72 % en V2	40 %
Recherche & développement	47 %	49 %	54 %	61 %	49 %
Marketing & communication	34 %	48 %	52 %	44 %	58 %
Croissance externe	44 %	37 %	47 %	43 % 31 % en V2	49 %
Recrutement et formation	45 %	46 %	52 %	49 %	55 %

Le renouvellement de l'appareil productif représente la priorité des investissements de production

- La priorité va au renouvellement de l'appareil productif vs l'achat de nouvelles machines (35 % vs 30 %).
- Au total, 65 % des ETI concernées souhaitent bien acheter de nouvelles machines (soit en priorité, soit autant que leur renouvellement), chiffre stable par rapport à la vague 2.

Vous avez cité la production comme une de vos priorités d'investissement à 6 mois. S'agit-il plutôt...

Base : ont cité la production comme priorité d'investissement

		Vague 2
Du renouvellement de l'appareil productif	35 %	40 %
De l'achat de nouvelles machines	30 %	28 %
Autant l'un que l'autre	35 %	32 %

Une influence du crédit d'impôt recherche dans les décisions d'investissement qui s'affermi doucement pour atteindre 45 %

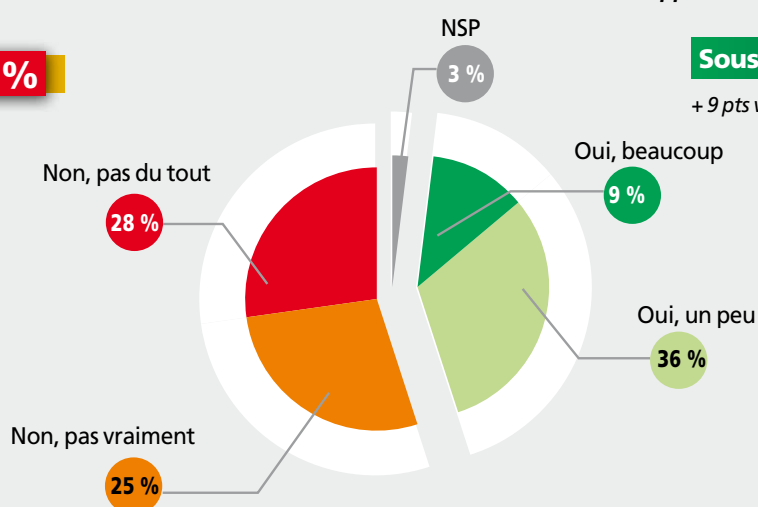
- L'influence du crédit d'impôt recherche sur les décisions d'investissement est perçue par 45 % des dirigeants d'ETI (+ 9 points vs la vague 1, + 2 vs vague 2).
- Les différences selon les tailles des entreprises sont toujours fortes, avec une influence plus nette auprès des entreprises employant plus de 500 salariés (51 % vs 36 %). Toutefois, pour cette vague, le secteur n'est plus une variable différenciante.

Le crédit d'impôt recherche influe-t-il sur vos décisions d'investissement en recherche et développement ?

Base : ensemble des ETI

Sous-total non 52 %

– 5 pts vs vague 1



Sous-total oui 45 %

+ 9 pts vs vague 1

➔ **Plus de 80 % des ETI estiment disposer d'une bonne capacité à investir, par autofinancement ou endettement ...**

... et l'accès au financement semble plutôt aisé aux $\frac{3}{4}$ d'entre elles, indicateur déjà nettement positif en septembre et aujourd'hui homogène, quels que soient le secteur d'activité ou la taille.

Une bonne capacité de financement, 81 % par autofinancement comme par endettement

- Une bonne capacité des ETI à investir, que ce soit par autofinancement ou endettement, pour plus de 80 % des dirigeants, un peu en baisse pour la capacité d'autofinancement pour retrouver son niveau de la vague 1.
- Le secteur d'activité comme la taille (en termes de CA) ne sont pas discriminants.

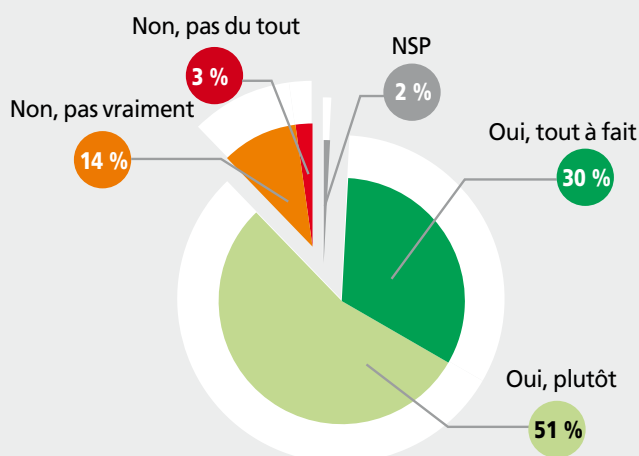
Estimez-vous qu'aujourd'hui votre entreprise dispose de moyens financiers suffisants pour investir ... sur le plan de sa capacité d'autofinancement ?

Base : ensemble des ETI

Sous-total non 17 % **Sous-total oui 81 %**

Vague 1 : 21 %
Vague 2 : 13 %

Vague 1 : 79 %
Vague 2 : 87 %

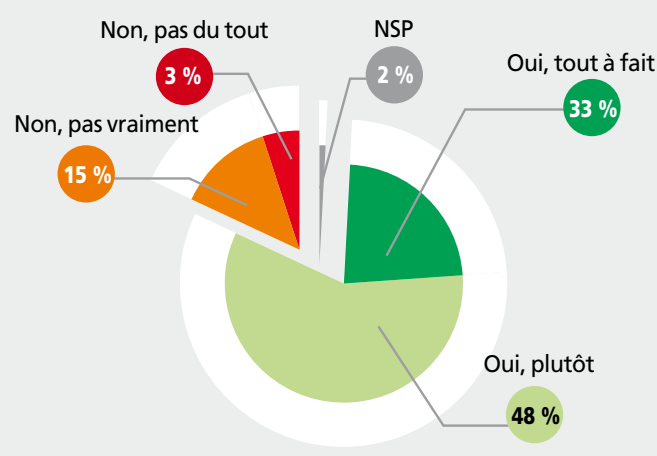


Estimez-vous qu'aujourd'hui votre entreprise dispose de moyens financiers suffisants pour investir ... en ce qui concerne sa capacité d'endettement ?

Sous-total non 18 % **Sous-total oui 81 %**

Vague 1 : 21 %
Vague 2 : 18 %

Vague 1 : 78 %
Vague 2 : 81 %

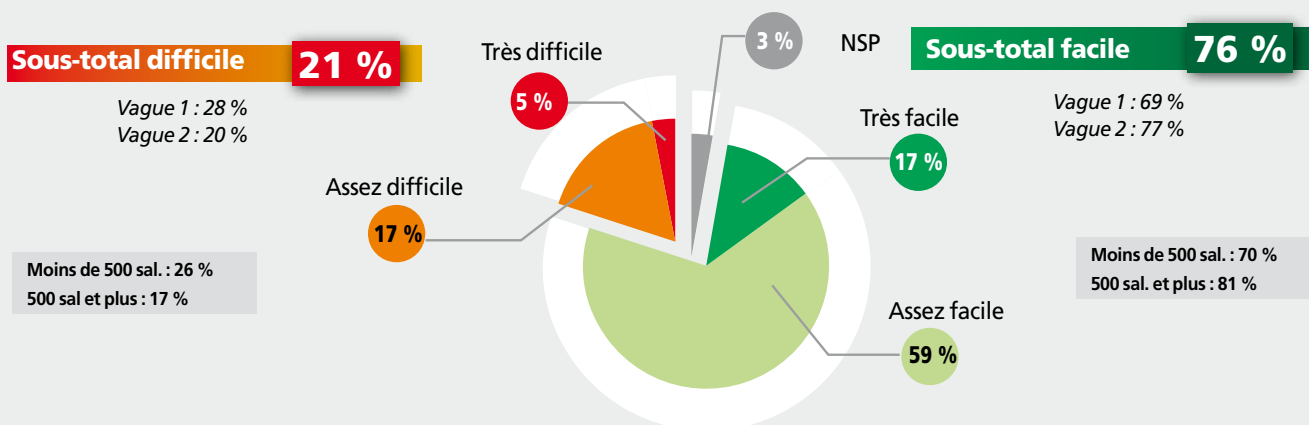


Un accès assez aisé au financement, stable par rapport à la vague 2

- L'accès au financement apparaît «facile» à 76 % des dirigeants d'ETI, indicateur stable après une hausse en vague 2... ce qui ne doit pas occulter qu'une ETI sur cinq perçoit que cet accès est encore difficile !
- Les disparités industrie/services (en défaveur de l'industrie) fortes en vague 1 – et toujours existantes en vague 2 – ont maintenant disparu.

En ce moment, estimez-vous que votre entreprise a un accès très facile, assez facile, assez difficile ou très difficile au financement ?

Base : ensemble des ETI



➔ Les besoins de financement comme les opérations de financement – en net retrait entre les vagues 1 et 2 – restent maintenant stables (vs la vague 2).

Les croissances organique et externe repartent à la hausse sans que ce soit toutefois le cas pour l'appareil productif ou l'international.

➔ Les ETI privilégient néanmoins toujours l'emprunt bancaire au renforcement de leurs fonds propres, / aspects qui repartent toutefois à la hausse vs la vague 2 /. En ce qui concerne le renforcement des fonds propres, le rôle de la BPI commence à émerger.

Les croissances organique et externe repartent à la hausse mais pas l'appareil productif ni l'international

- 64 % des ETI déclarent avoir fait face à un besoin de financement au cours des 12 derniers mois, niveau stable après une chute de 13 points entre les vagues 1 et 2,
- Les écarts marqués entre industrie et services s'estompent : l'industrie retrouve des couleurs, en particulier pour l'innovation (30 %), après une chute de 12 points entre les vagues 1 et 2 (taux de 19 % en vague 2).

Au cours des 12 derniers mois, votre entreprise a-t-elle dû faire face à un besoin de financement – que l'opération ait réussi ou non – pour...

Base : ensemble des ETI

	Vague 1	Vague 2	Vague 3
Au moins une de ces opérations	76 %	63 %	64 %
Investir dans son appareil productif	56 %	40 %	42 %
Financer votre BFR	34 %	27 %	31 %
Financer de l'innovation	28 %	25 %	26 %
Financer de la croissance organique	31 %	19 %	28 %
Réaliser de la croissance externe	28 %	19 %	25 %
Financer son développement à l'international	27 %	14 %	18 %

Le financement bancaire et le renforcement des capitaux propres par les banques sont des indicateurs qui repartent à la hausse

- 49 % des ETI ont réalisé au moins une opération de financement, chiffre en hausse après une chute de 18 points en vague 2, mais sans retrouver le niveau de la vague 1 :
 - toujours en tête, le financement bancaire à 40 %, qui repart à la hausse,
 - comme en vague 1, une sur 4 a renforcé ses capitaux propres, en faisant avant tout appel à une banque (indicateur en hausse) ou à des proches (ces derniers en baisse).

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous effectivement réalisé les opérations suivantes....

Base : ensemble des ETI

	Vague 1	Vague 2	Vague 3
Au moins une de ces opérations	62 %	44 %	49 %
Un financement bancaire	51 %	33 %	40 %
Un renforcement de vos capitaux propres	23 %	16 %	24 %
Un financement obligataire coté	3 %	4 %	6 %
Un Euro PP	1 %	3 %	3 %

Capitaux apportés par :

- Dirigeant/proches : 43 %
 - Une banque : 49 % (26 % en vague 1)
 - Un fond de private equity : 10 %
 - BPI : 14 %
 - Asset manager : 4 %
 - Le public : 8 %
 - Société d'assurance : 13 %
- (Base : entreprises ayant renforcé leurs capitaux propres, soit 24 % des ETI-attention : base faible)

Enseignement 8

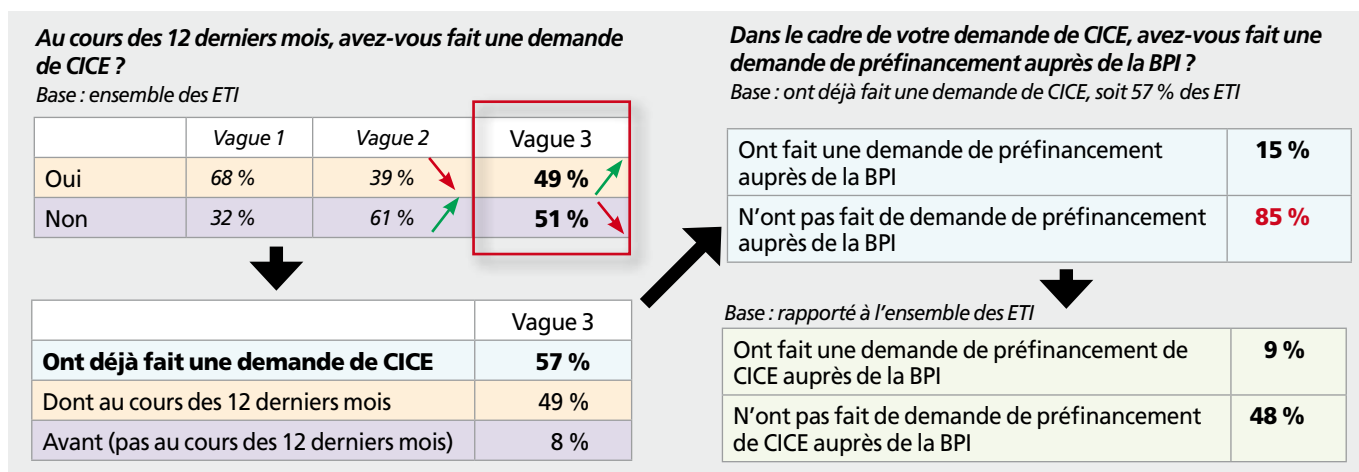
Demandes de CICE, préfinancement auprès de la BPI et impact du CICE



- ➔ Une ETI sur deux déclare avoir fait une demande de CICE au cours des 12 derniers mois, chiffre en hausse par rapport à la vague 2, sans retrouver le niveau de la vague 1. La demande de préfinancement auprès de la BPI reste très faible (15 %), et cela depuis que le dispositif est en place.
- ➔ Les dirigeants sont mesurés sur les apports concrets du CICE (emploi, prospection de nouveaux marchés...) même si une courte majorité se dégage pour les aspects liés à l'investissement et la compétitivité.

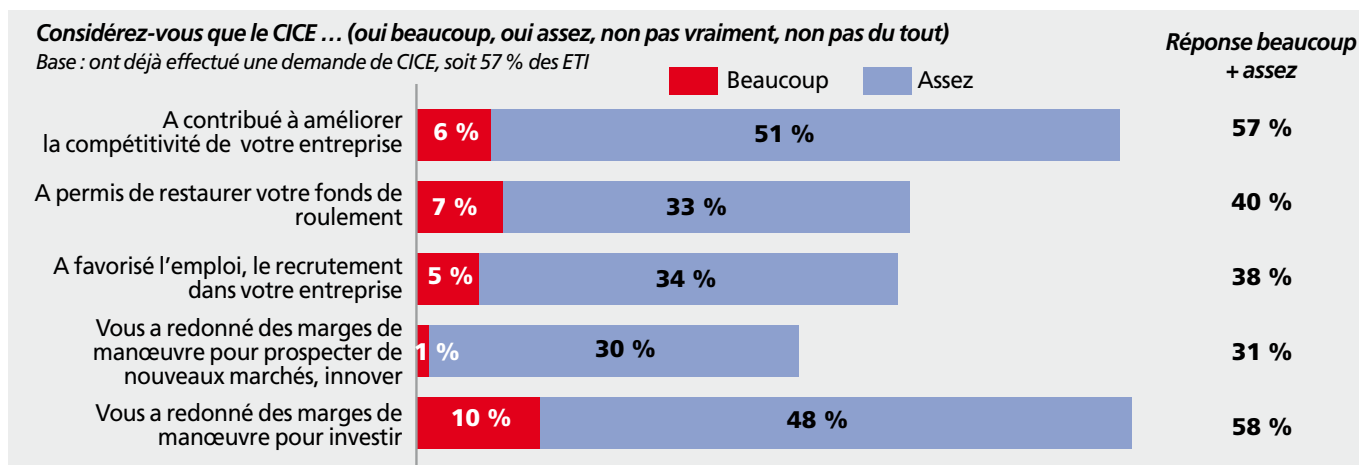
49 % des ETI déclarent avoir fait une demande de CICE pour cette vague

- 49 % des ETI déclarent avoir effectué une demande de CICE au cours des 12 derniers mois, chiffre qui repart à la hausse après une forte chute en vague 2. En déclaratif, 57 % affirment – sur cette vague 3 – avoir déjà réalisé une demande de CICE depuis sa mise en place.
- Au total, seulement 15 % des ETI concernées (ayant déjà effectué une demande de CICE) déclarent avoir déjà effectué une demande de préfinancement auprès de la BPI depuis son lancement (soit 9 % d'entre elles au total).



Impact du CICE : net sur les aspects financiers... mais sans plus

- Les dirigeants sont mesurés sur les apports concrets du CICE et l'intensité des réponses à ce sujet est toujours faible (réponse «beaucoup»).
- Une majorité se dégage pour les aspects liés à l'investissement et la «compétitivité», en général.
- En revanche, le lien direct avec la restauration du fonds de roulement, l'emploi, la prospection des marchés/innovation n'est pas réalisé par les dirigeants d'ETI.



- ➔ Une très grande stabilité des outils en place pour la prévoyance, l'épargne salariale, les primes individuelles et l'actionnariat salarié. Les plans d'épargne retraite marquent toutefois le pas.
- ➔ En termes de projections, seule l'épargne salariale est en timide hausse, à 23 %, et les plans de formation retrouvent leur niveau de la vague 1.

Formation, chèques-vacances/Tickets restaurant, avantages en nature repartent à la hausse (outils mis en place)

- Une très grande stabilité pour la prévoyance, l'épargne salariale, les primes individuelles et l'actionnariat salarié.
- En revanche, les plans d'épargne retraite marquent le pas.

Avez-vous mis en place les outils suivants permettant d'associer vos salariés à la compétitivité de votre entreprise ?

Base : ensemble des ETI

	Vague 1	Vague 2	Vague 3
Plan de formation	93 %	77 %	86 %
Prévoyance	87 %	83 %	82 %
Intéressement	67 %	60 %	64 %
Epargne salariale	58 %	65 %	65 %
Chèques vacances-Tickets restaurant	59 %	48 %	58 %
Primes individuelles	Non posé	75 %	75 %
Avantages en nature	55 %	39 %	51 %
Plan d'épargne retraite	30 %	47 %	38 %
Actionnariat salarié	26 %	23 %	22 %
ST Au moins un outil de long terme*	100 %	98 %	99 %

* hors chèques vacances-Tickets restaurant, avantages en nature, primes

Des intentions (mise en place ou renforcement d'outils) très stables !

- Seule l'épargne salariale est en timide hausse, à 23 %, les plans de formation retrouvent leur niveau de la vague 1.

Avez-vous mis en place les outils suivants permettant d'associer vos salariés à la compétitivité de votre entreprise ?

Base : ensemble des ETI

	Vague 1	Vague 2	Vague 3
Au moins un de ces outils	63 %	60 %	65 %
Plan de formation	45 %	37 %	43 %
Epargne salariale	17 %	17 %	23 %
Intéressement	20 %	17 %	18 %
Primes individuelles	-	24 %	23 %
Prévoyance	12 %	14 %	16 %
Plan d'épargne retraite	11 %	11 %	15 %
Chèques vacances-Tickets restaurant	10 %	9 %	11 %
Actionnariat salarié	9 %	8 %	10 %
Avantages en nature	7 %	3 %	9 %
ST Au moins un outil de long terme*	59 %	49 %	59 %

* hors chèques vacances-Tickets restaurant, avantages en nature, primes

Composition de l'échantillon

→ Fonction des personnes interrogées

Base : 100% =	Ensemble des ETI interrogées <u>Vague 1</u> 301	Ensemble des ETI interrogées <u>Vague 2</u> 303	Ensemble des ETI interrogées <u>Vague 3</u> 303
Directeur Financier	62%	56%	63%
Président Directeur Général	15%	12%	6%
Directeur Général ou Directeur Général Adjoint ou Directeur Général Délégué	18%	6%	8%
Directeur Exécutif	5%	1%	3%
Secrétaire Général	2%	8%	5%
Président du conseil d'administration ou administrateur	2%	8%	3%
Président du conseil ou membre du conseil de surveillance	2%	2%	2%
Président du Directoire ou membre du directoire	1%	7%	11%
TOTAL	100%	100%	100%

→ Secteur d'activité des ETI interrogées

Base : 100% =	Ensemble des ETI interrogées <u>Vague 1</u> 301	Ensemble des ETI interrogées <u>Vague 2</u> 303	Ensemble des ETI interrogées <u>Vague 3</u> 303
Des services	52%	54%	52%
De l'industrie	43%	40%	39%
De la construction	5%	6%	8%
ST Industrie ou Construction	48%	46%	47%
ST Services	52%	54%	52%

➔ Taille salariale des ETI interrogées (groupe)

Base : 100% =	Ensemble des ETI interrogées Vague 1 = 301	Ensemble des ETI interrogées Vague 2 = 303	Ensemble des ETI interrogées Vague 3 = 303
ST Moins de 1000 salariés	68%	68%	66%
Moins de 250 salariés	30%	28%	22%
250 à 499 salariés	22%	24%	24%
500 à 999 salariés	16%	16%	19%
ST 1000 salariés et plus	32%	32%	34%
1000 à 1999 salariés	13%	10%	16%
2000 à 2999 salariés	7%	7%	8%
3000 à 3999 salariés	4%	5%	2%
4000 à 5500 salariés	8%	10%	8%
ST Moins de 500 salariés	52%	52%	46%
ST 500 salariés et plus	48%	48%	54%
TOTAL	100%	100%	100%

→ CA consolidé des ETI interrogées

Base : 100% =	Ensemble des ETI interrogées <i>Vague 1 = 301</i>	Ensemble des ETI interrogées <i>Vague 2 = 303</i>	Ensemble des ETI interrogées <i>Vague 3 = 303</i>
ST 50 à 74 millions d'€	41%	38%	35%
ST 75 millions d'€ et plus	59%	62%	65%
ST 75 à 199 millions d'€	26%	25%	29%
75 à 99 millions d'€	9%	10%	10%
100 à 199 millions d'€	17%	15%	19%
ST 200 millions d'€ et plus	33%	37%	37%
200 à 499 millions d'€	20%	20%	22%
500 millions à 1.5 milliards d'€	13%	17%	15%
TOTAL	100%	100%	100%
Moyenne (en millions d'€)	232	269	247

→ Région d'implantation (siège) des ETI interrogées

Base : 100% =	Ensemble des ETI interrogées <i>Vague 1 = 301</i>	Ensemble des ETI interrogées <i>Vague 2 = 303</i>	Ensemble des ETI interrogées <i>Vague 3 = 303</i>
Ile-de-France	32%	34%	32%
Province	68%	66%	68%
TOTAL	100%	100%	100%